



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

réforme

Question au Gouvernement n° 2560

Texte de la question

## RÉFORME DES RETRAITES : GRÈVES ET BLOCAGES

M. le président. La parole est à M. Robert Lecou, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Robert Lecou. Monsieur le Premier ministre, alors que ceux qui ont la responsabilité de décider et d'agir se sont engagés pour sauver notre régime de retraite, après une période de dialogue et de communication et en acceptant des évolutions notoires dans le cadre du débat parlementaire, certains refusent les règles du jeu démocratique. Cette situation me fait dire : " J'ai mal à la France " ! ("*Oh ! " sur les bancs du groupe GDR*) Cette France des Lumières qui était regardée et qui, aujourd'hui, n'est plus comprise.

Cette France qui ne prend pas conscience que le centre de gravité du monde s'est déplacé de l'Europe vers l'Atlantique Nord au XXe siècle et se situe aujourd'hui en Asie et dans les pays dits émergents.

Cette France conservatrice qui, en s'accrochant à ses acquis, croit préparer l'avenir sans voir la marche en avant du reste du monde.

Cette France qui fait peur à sa jeunesse, qui, elle, ne voit plus son avenir qu'à Toronto ou en Chine.

*(Exclamations sur les bancs du groupe GDR.)*

M. Roland Muzeau. Elle sera de combien, votre retraite, monsieur Lecou ?

M. Robert Lecou. Cette France qui veut faire croire que moins on travaille dans la semaine et plus tôt on part à la retraite, mieux on vivra et qui ne cesse de transformer le travail en baignoire. *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Protestations sur les bancs du groupe GDR.)*

Cette France qui ne respecte plus ses institutions démocratiques et qui dénie à la représentation parlementaire sa noble mission.

Dans ce contexte, on ne peut pas reprocher aux syndicats de jouer leur rôle, ni à des Français de faire grève et de manifester, mais on doit aussi respecter ceux qui continuent à travailler et ceux qui savent que l'immobilisme tuera notre régime de retraite.

Dans ce contexte, un parti qui se dit prêt à gouverner a une lourde responsabilité : celle de l'irresponsabilité qui, par tactique électorale, refuse le consensus que Martine Aubry avait, à l'origine, laissé présager en acceptant l'âge de soixante-deux ans ; celle de leurrer les gens en proposant d'allonger la durée de cotisation sans toucher à l'âge de la retraite ; celle d'user de son influence politique en envoyant les jeunes dans la rue ; celle d'avoir soufflé sur les braises et de laisser croire que la rue et les sondages peuvent remplacer le pouvoir démocratique ; celle, enfin, qui nie à la majorité d'avoir le courage de ses convictions... *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Protestations sur les bancs des groupes GDR et SRC.)*

M. le président. La parole est à M. François Fillon, Premier ministre.

M. François Fillon, *Premier ministre*. Monsieur le député, toute la grandeur de notre démocratie réside dans notre capacité à accepter pacifiquement nos différences au travers de la confrontation des idées et au travers du débat. Cela signifie que l'intimidation, le blocage et la violence sont la négation de la démocratie et du pacte républicain. *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Protestations sur les bancs des groupes GDR et SRC.)*

M. Pierre Gosnat. Il faut négocier !

M. François Fillon, *Premier ministre*. Le Gouvernement a plusieurs devoirs, qu'il entend bien assumer. ("*Négociation ! " , " négociation ! " scandé sur les bancs du groupe GDR.*)

Le premier de ces devoirs est de faire respecter la légitimité du Parlement parce que c'est la base même du pacte républicain. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Exclamations sur les bancs des groupes GDR et SRC.*)

M. Pierre Gosnat. Il faut le faire tout de suite !

M. François Fillon, *Premier ministre*. Je tiens à redire devant vous, simplement mais fermement, que le projet de loi sur la réforme des retraites, qui est en cours de discussion au Sénat, ira au terme de cette discussion et sera voté par le Parlement. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC. - Exclamations sur les bancs des groupes GDR et SRC.*)

Ensuite, le Gouvernement doit garantir aux manifestants la possibilité d'exercer leurs droits en toute sécurité. Je vous indique, à cet égard, que nous avons mobilisé les forces de l'ordre avec des instructions extrêmement claires pour que les manifestations puissent se passer en toute sécurité, qu'il s'agisse des organisations syndicales, des salariés ou des lycéens.

Enfin, le Gouvernement doit assurer le fonctionnement normal de notre pays parce que personne n'a le droit de prendre en otages un pays tout entier, son économie et ses emplois. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC. - Protestations sur les bancs des groupes GDR et SRC.*)

M. Pierre Gosnat. Vous ne savez pas ce que signifie le mot " otage " !

M. François Fillon, *Premier ministre*. Je mesure les difficultés rencontrées par beaucoup de nos concitoyens du fait des problèmes d'acheminement de carburant vers les stations-service dans beaucoup de départements. Il est injuste de sanctionner les Français par des actions de blocage. La Constitution de notre République prévoit le droit de grève et nous devons le respecter. Elle ne prévoit pas le droit de bloquer le pays, son économie et ses emplois. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC. - Exclamations sur les bancs des groupes GDR et SRC.*)

Le Gouvernement continuera donc à débloquer les dépôts qui sont bloqués par des manifestants et il mettra en oeuvre un plan d'acheminement du carburant vers les stations-service. D'ailleurs, dans quelques instants, avec Jean-Louis Borloo et plusieurs membres du Gouvernement, je recevrai tous les responsables de la distribution du carburant dans notre pays pour faire en sorte que les difficultés que rencontrent nos concitoyens soient rapidement levées. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC. - Exclamations sur les bancs des groupes GDR et SRC.*)

M. Pierre Gosnat. Vous rencontrez les patrons, et pas les syndicalistes !

M. François Fillon, *Premier ministre*. Mesdames et messieurs les députés, quelles que soient nos appartenances politiques, nous sommes tous comptables des équilibres de notre démocratie et nous sommes tous responsables du respect des règles de la République. (*Mmes et MM. les députés des groupes UMP et NC se lèvent et applaudissent longuement. - Exclamations sur les bancs des groupes GDR et SRC.*)

## Données clés

**Auteur :** [M. Robert Lecou](#)

**Circonscription :** Hérault (4<sup>e</sup> circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 2560

**Rubrique :** Retraites : généralités

**Ministère interrogé :** Premier ministre

**Ministère attributaire :** Premier ministre

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 20 octobre 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 20 octobre 2010